

The logo for JCDecaux, featuring the company name in a bold, dark blue sans-serif font. The text is positioned to the right of a thin, dark blue L-shaped line that starts from the top left and extends horizontally and then vertically down to the text.

| Rapport financier Semestriel 2022

28 juillet 2022

Table des matières

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2022	3
Communiqué financier des résultats semestriels 2022	3
Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2022	13
Perspectives	15
Transactions avec les parties liées	16
Facteurs de risques	17
Comptes consolidés semestriels 2022	24
Etats financiers consolidés semestriels	24
Annexes aux comptes consolidés semestriels	29
Rapport des Commissaires aux Comptes	37

Rapport d'activité du 1er semestre 2022

Résultats du premier semestre 2022

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +36,3% à 1 474,8 millions d'euros**
- **Chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +31,7%, avec un 2^{ème} trimestre au-dessus de nos attentes à +21,6%**
- **Marge opérationnelle ajustée de 183,6 millions d'euros, en hausse de +152,2 millions d'euros sur un an**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de -17,9 millions d'euros, en hausse de +149,1 millions d'euros sur un an**
- **Résultat net part du Groupe de -11,7 millions d'euros, en hausse de +142,6 millions d'euros sur un an**
- **Cash-flow disponible ajusté de -43,1 millions d'euros, en amélioration de +20,1 millions d'euros sur un an**
- **Classements ESG de grande qualité**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté du troisième trimestre 2022 attendue à environ +7%**

Paris, le 28 juillet 2022 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2022.

À l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2022, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Notre Groupe a atteint un chiffre d'affaires de 1 474,8 millions d'euros, en hausse de +36,3% au premier semestre 2022, +31,7% en croissance organique, y compris +21,6% en organique au deuxième trimestre 2022 au-dessus de nos attentes grâce à une forte dynamique commerciale dans la plupart des zones géographiques et malgré l'impact significatif des restrictions temporaires de mobilité en Chine. Notre croissance organique du chiffre d'affaires Groupe hors de Chine a atteint +43,1% au premier semestre et +34,7% au deuxième trimestre. Cette performance repose sur la forte croissance du digital et la solide reprise de nos activités « roadside », en particulier le Mobilier Urbain dont le chiffre d'affaires est revenu au niveau pré-Covid au premier semestre, tandis que le Transport demeurait impacté par les restrictions de mobilité, incluant d'importants confinements en Chine.

Le chiffre d'affaires digital (DOOH) a fortement progressé à +79,6% au premier semestre 2022, +72,0% en organique, pour atteindre 30,0% du chiffre d'affaires du Groupe contre 22,8% au premier semestre 2021. Notre chiffre d'affaires publicitaire programmatique a plus que doublé par rapport à la même période l'an dernier via la plateforme SSP (Supply Side Platform) VIOOH, la plus connectée de l'industrie OOH, qui propose les inventaires DOOH de JCDecaux désormais dans 17 pays dont le Brésil depuis le mois de juin, ainsi que les inventaires d'autres acteurs de l'OOH. Nous avons noué ce mois-ci une alliance stratégique comprenant une prise de participation majoritaire, avec Displayce, une DSP (Demand Side Platform) leader, afin d'offrir à nos clients une solution programmatique complète, de la DSP à la SSP, tout en maintenant pour les annonceurs et leurs agences un accès complet et direct à l'ensemble des inventaires DOOH en gardant Displayce indépendant et totalement ouvert.

Par activité, le Mobilier Urbain enregistre une forte croissance de +37,6% en organique au premier semestre 2022 et retrouve les niveaux du premier semestre 2019 à l'échelle mondiale, avec un chiffre d'affaires supérieur en Europe (y compris France et Royaume-Uni) et en Amérique du Nord. L'Affichage a été en forte croissance également à +21,9% en organique au premier semestre 2022, avec un chiffre d'affaires supérieur à celui du premier semestre 2019 en Asie-Pacifique. Le Transport a enregistré une croissance élevée à +27,3% reflétant ainsi un fort rebond du trafic aérien américain à 90% du niveau pré-Covid, avec un chiffre d'affaires dans les aéroports américains également à 90% du niveau pré-Covid, et un trafic aérien au Moyen-Orient à environ 75% du niveau pré-Covid, pour un chiffre d'affaires publicitaire en aéroports de plus de 90% du niveau pré-Covid. Cependant, le Transport est demeuré fortement impacté par les restrictions de mobilité en Chine et par un nombre de trajets dans les transports en commun encore inférieur au niveau pré-Covid.

Toutes les zones géographiques ont fortement progressé au premier semestre 2022, à l'exception de l'Asie-Pacifique qui a enregistré une baisse à un chiffre en organique du fait du poids plus important de l'activité Transport et de mesures locales de restriction à la mobilité, notamment en Chine au deuxième trimestre.

Au premier semestre 2022, notre marge opérationnelle ajustée s'est nettement améliorée, de 152,2 millions d'euros pour atteindre 183,6 millions d'euros soit une augmentation de +484,8% sur un an, reflétant un levier opérationnel élevé en raison d'un contrôle strict de notre base de coûts, qui augmente à un rythme bien inférieur à la croissance de notre chiffre d'affaires, et malgré l'impact négatif de la baisse de notre chiffre d'affaires en Chine au deuxième trimestre 2022 par rapport à la même période l'an dernier. Nos autres indicateurs de performance financière se sont améliorés en conséquence. Avec des flux opérationnels positifs de 80,7 millions d'euros contre -74,4 millions d'euros au premier semestre 2021 et grâce à un contrôle strict de nos besoins en fonds de roulement, notre cash-flow disponible s'est amélioré de 20,1 millions d'euros. Notre dette nette a diminué de 186,4 millions d'euros par rapport à la même période l'an dernier pour atteindre 976,9 millions d'euros au 30 juin 2022.

Reconnus dans les classements des agences extra-financières par des notes de grande qualité, nous avons réaffirmé l'excellence de nos pratiques en matière de développement durable par la publication en mai de notre feuille de route ESG 2030 avec comme objectif de soutenir l'économie circulaire, de promouvoir le rôle de la communication extérieure comme vecteur puissant de la transition économique et sociale et de contribuer à la décarbonation de l'économie et de la société.

En ce qui concerne le troisième trimestre 2022, nous continuons d'enregistrer des taux de croissance élevés à un chiffre ou à deux chiffres de notre chiffre d'affaires organique dans la plupart des pays, alors qu'en Chine notre chiffre d'affaires publicitaire reste impacté négativement par les restrictions de mobilité. Nous attendons désormais un taux de croissance du chiffre d'affaires organique à environ +7%, avec un chiffre d'affaires du Mobilier Urbain supérieur à celui du troisième trimestre 2019.

En tant qu'entreprise de communication extérieure mondiale la plus digitalisée alliée à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, à notre portefeuille bien diversifié, à notre faculté à remporter de nouveaux contrats, à la solidité de notre structure financière et à la qualité de nos équipes dans le monde, nous considérons que nous sommes bien placés pour bénéficier du rebond. Nous sommes plus que jamais convaincus de la puissance de notre média dans un paysage publicitaire de plus en plus fragmenté et de plus en plus numérique, et du rôle important qu'il continuera de jouer dans la croissance économique ainsi que dans les transformations positives de notre société. »

A la suite de l'application des normes IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014 et IFRS 16 depuis 1^{er} janvier 2019, et conformément aux recommandations de l'AMF, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées :

- pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11,
- pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en page 6 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou les calculs de variations peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2022 est en hausse de +36,3% à 1 474,8 millions d'euros contre 1 082,3 millions d'euros au premier semestre 2021. En organique (i.e. en excluant l'impact positif lié à la variation des taux de change, aucun effet lié aux variations de périmètre sur ce semestre), le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de +31,7%. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est de +36,0% au premier semestre 2022.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté progresse de +26,1% à 791,8 millions d'euros, soit une croissance organique de +21,6% par rapport au deuxième trimestre 2021.

Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est en hausse de +25,0% en organique au deuxième trimestre 2022.

Chiffre d'affaires ajusté

m€	S1 2022			S1 2021			Variation 22/21		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	347,5	441,8	789,4	223,8	337,8	561,6	+55,3%	+30,8%	+40,6%
Transport	234,9	224,2	459,0	151,6	186,8	338,4	+54,9%	+20,0%	+35,7%
Affichage	100,6	125,8	226,4	78,9	103,4	182,4	+27,5%	+21,6%	+24,1%
Total	683,0	791,8	1 474,8	454,3	628,1	1 082,3	+50,3%	+26,1%	+36,3%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 22/21		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+52,6%	+27,6%	+37,6%
Transport	+46,1%	+12,0%	+27,3%
Affichage	+25,6%	+19,1%	+21,9%
Total	+45,7%	+21,6%	+31,7%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2022	S1 2021	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Europe ^(b)	448,5	307,6	+45,8%	+45,9%
Asie-Pacifique	317,4	317,1	+0,1%	-5,8%
France	278,5	225,5	+23,5%	+23,5%
Reste du Monde	170,8	102,9	+66,0%	+50,8%
Royaume-Uni	143,4	80,7	+77,7%	+72,3%
Amérique du Nord	116,2	48,6	+139,1%	+117,0%
Total	1 474,8	1 082,3	+36,3%	+31,7%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre progresse de +40,6% à 789,4 millions d'euros (+37,6% en croissance organique), toutes les régions à l'exception de l'Asie-Pacifique ayant enregistré des performances à deux chiffres, tirées par la reprise des audiences. L'Europe (y compris la France et le Royaume-Uni) et la zone Amérique du Nord ont dépassé les niveaux de chiffre d'affaires de 2019 avec une solide dynamique commerciale sur l'ensemble de la période. L'Asie-Pacifique n'a progressé que d'un chiffre en raison de restrictions de mobilité dans certains pays.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, croît de +43,7% comparé au premier semestre 2021.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +30,8% à 441,8 millions d'euros, soit une croissance organique de +27,6% par rapport au deuxième trimestre 2021. Toutes les régions ont enregistré de fortes hausses de leur chiffre d'affaires, à l'exception de l'Asie-Pacifique qui est restée stable d'une année sur l'autre en organique. L'Europe (y compris la France et le Royaume-Uni) a été le principal moteur de croissance.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, croît de +32,7% comparé au deuxième trimestre 2021.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre progresse de +35,7% à 459 millions d'euros, +27,3% en croissance organique, reflétant ainsi un fort rebond du trafic aérien américain à 90% du niveau pré-Covid, avec un chiffre d'affaires dans les aéroports américains également à 90% du niveau pré-Covid, et un trafic aérien au Moyen-Orient à environ 75% du niveau pré-Covid, pour un chiffre d'affaires publicitaire en aéroports de plus de 90% du niveau pré-Covid. Cependant, le Transport est demeuré fortement impacté par les restrictions de mobilité en Chine et par un nombre de trajets dans les transports en commun encore inférieur au niveau pré-Covid.

Toutes les zones géographiques ont enregistré une très forte croissance d'une année sur l'autre, à l'exception de l'Asie-Pacifique dont l'activité a diminué en raison des mesures locales de restriction de mobilité incluant des confinements partiels ou totaux dans plusieurs provinces de Chine.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté progresse de +20,0% à 224,2 millions d'euros, soit une croissance organique de +12,0% par rapport au deuxième trimestre 2021. L'Asie-Pacifique a enregistré une baisse significative au deuxième trimestre, principalement due à l'impact des confinements importants en Chine, tandis que le chiffre d'affaires des autres zones géographiques a fortement augmenté avec la reprise du trafic aérien et des transports publics terrestres.

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2022 augmente de +24,1% à 226,4 millions d'euros, +21,9% en organique. Toutes les régions ont connu une forte croissance. L'Asie-Pacifique était au-dessus des niveaux de chiffre d'affaires 2019.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté progresse de +21,6% à 125,8 millions d'euros. En croissance organique, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +19,1% par rapport à la même période l'an dernier, toutes les régions ayant enregistré une forte croissance. Le Reste de l'Europe, l'Asie-Pacifique et le Reste du Monde ont connu les plus forts rebonds.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

Au premier semestre 2022, notre marge opérationnelle ajustée s'est nettement améliorée, de 152,2 millions d'euros pour atteindre 183,6 millions d'euros (contre 31,4 millions d'euros au premier semestre 2021), soit une augmentation de +484,8% sur un an, reflétant un levier opérationnel élevé en raison d'un contrôle strict de notre base de coûts, qui augmente à un rythme bien inférieur à la croissance de notre chiffre d'affaires malgré l'impact négatif de la baisse de notre chiffre d'affaires en Chine au deuxième trimestre et la fin de la plupart des allègements de loyers principalement sur nos activités « roadside » et des aides gouvernementales liées à la Covid-19.

La marge opérationnelle ajustée représente 12,4% du chiffre d'affaires, soit +950 points de base de plus que l'année dernière.

	S1 2022		S1 2021		Variation 22/21	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (m€)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	151,1	19,1%	49,6	8,8%	+101,5	+1 030pb
Transport	22,6	4,9%	-10,0	-3,0%	+32,6	+790pb
Affichage	9,9	4,4%	-8,2	-4,5%	+18,1	+890pb
Total	183,6	12,4%	31,4	2,9%	+152,2	+950pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2022, la marge opérationnelle ajustée augmente de 101,5 millions d'euros à 151,1 millions d'euros. La marge opérationnelle ajustée représente 19,1% du chiffre d'affaires, soit +1 030 points de base de plus que l'année dernière.

Transport : Au premier semestre 2022, la marge opérationnelle ajustée augmente de 32,6 millions d'euros à 22,6 millions d'euros. La marge opérationnelle ajustée représente +4,9% du chiffre d'affaires, soit +790 points de base de plus que l'année dernière.

Affichage : Au premier semestre 2022, la marge opérationnelle ajustée augmente de 18,1 millions d'euros à 9,9 millions d'euros. La marge opérationnelle ajustée représente 4,4 % du chiffre d'affaires, soit +890 points de base de plus que l'année dernière.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

Au premier semestre 2022, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation augmente de +149,1 millions d'euros comparé au premier semestre 2021, pour atteindre -17,9 millions d'euros.

Il représente -1,2% du chiffre d'affaires, soit 1 420 points de base de plus qu'au premier semestre 2021 (-15,4%), avec un taux de marge pour le mobilier urbain qui redevient positif à 2,9% du chiffre d'affaires. Cette hausse est principalement due à l'amélioration de la marge opérationnelle, alors que les montants d'amortissements et de provisions sont restés relativement stables sur la période.

Le montant de dépréciation sur les actifs corporels et incorporels de +3 millions d'euros au premier semestre 2022 est lié à la reprise mécanique des provisions pour contrats onéreux comptabilisées lors de nos tests de dépréciation historiques.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en hausse de 148,5 millions d'euros, avec une variation de -163,5 millions d'euros au premier semestre 2021 à -14,9 millions d'euros au premier semestre 2022.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2022, les charges d'intérêts sur la dette locative IFRS 16 sont globalement stables à -41,8 millions d'euros par rapport à -42,1 millions d'euros au premier semestre 2021, la diminution mécanique de la dette locative IFRS 16 liée à la progression de la durée de vie des contrats ayant été compensée par des montants additionnels provenant des nouveaux contrats, des contrats prolongés et des contrats renouvelés.

Au premier semestre 2022, les autres charges financières nettes, hors IFRS 16, sont de -25,9 millions d'euros contre -21,0 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une variation de -4,9 millions d'euros correspondant aux charges d'intérêts financiers principalement en lien avec l'émission obligataire de 500 millions d'euros en janvier 2022 et aux charges d'actualisation des provisions pour frais de démontage et avantages au personnel.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au premier semestre 2022, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence s'élève à 7,1 millions d'euros, en forte progression par rapport à la même période l'an dernier (-6,7 millions d'euros), reflétant l'amélioration de la performance opérationnelle de ces sociétés, en ligne avec la reprise de nos activités.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2022, le résultat net part du Groupe avant charges nettes de dépréciation augmente de +143,3 millions d'euros à -13,5 millions d'euros, contre -156,9 millions d'euros au premier semestre 2021.

En tenant compte de l'impact des charges nettes de dépréciation, le résultat net part du Groupe est en hausse de 142,6 millions d'euros à -11,7 millions d'euros contre -154,4 millions d'euros au premier semestre 2021.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2022, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions d'actifs) à 122,4 millions d'euros restent inférieurs de 10,4% par rapport aux investissements du premier semestre 2019. Ce montant, qui représente une augmentation de 104,7% par rapport au premier semestre 2021, comprend 42,3 millions d'euros de paiement initial pour les droits publicitaires liés au renouvellement et à l'extension de notre partenariat à long terme avec la société Shanghai Metro. En dehors de ce paiement spécifique, les investissements progressent de +33,9% sur un an par rapport à 2021, en ligne avec la reprise de notre activité.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2022, les flux opérationnels nets des coûts de maintenance ont atteint +80,7 millions d'euros, en hausse de +155,1 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021, principalement grâce à l'amélioration de la marge opérationnelle. La variation du besoin en fonds de roulement n'a quasiment pas eu d'impact sur la génération de cash-flow sur la période (-1,4 million d'euros) malgré la forte progression du chiffre d'affaires grâce à une gestion serrée des encaissements et des paiements. Après investissements, le cash-flow disponible ajusté s'élève à -43,1 millions d'euros, en hausse de 20,1 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021.

DIVIDENDE

Il a été décidé lors de l'Assemblée Générale du 11 mai 2022 de ne pas verser de dividende, afin de continuer à optimiser notre flexibilité financière.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette à 976,9 millions d'euros au 30 juin 2022 est en légère augmentation par rapport à fin décembre 2021 (s'établissant à 924,5 millions d'euros), mais nettement inférieure (-186,4 millions d'euros) au 30 juin 2021 (s'établissant à 1 163,3 millions d'euros).

En janvier 2022, nous avons décidé de profiter de conditions de marché favorables pour augmenter la maturité de notre dette et avons sécurisé davantage notre profil de financement grâce à l'émission d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros avec une maturité fixée à 2030 et un coupon de 1,625%. Souscrit plus de trois fois et placé auprès d'investisseurs de grande qualité, le succès de cet emprunt obligataire démontre à la fois la qualité de la signature JCDecaux et la confiance des investisseurs dans la capacité de rebond du Groupe et dans son potentiel de croissance.

DROITS D'UTILISATION & DETTES LOCATIVES, IFRS 16

Les droits d'utilisation IFRS 16 au 30 juin 2022 s'élèvent à 2 949,4 millions d'euros contre 2 964,8 millions d'euros au 31 décembre 2021, une légère baisse liée à l'amortissement des droits d'utilisation et aux renégociations de contrats partiellement compensée par des effets de change, de nouveaux contrats, des contrats prolongés et des contrats renouvelés.

Les dettes locatives, IFRS 16 ont augmenté de 29,1 millions d'euros, passant de 3 655,8 millions d'euros au 31 décembre 2021 à 3 684,8 millions d'euros au 30 juin 2022 (3 789,6 millions d'euros au 30 juin 2021). La hausse, principalement liée aux nouveaux contrats et renouvellements et un effet de change positif, est compensée en partie par les remboursements intervenus sur le semestre ainsi que par les renégociations et les fins de contrats..

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'usage à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- D'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;
- D'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

Au premier semestre 2022, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos agrégats ajustés sont de :

- -106,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires ajusté (-87,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2021) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 367,8 millions d'euros (994,4 millions d'euros au premier semestre 2021).
- -21,3 millions d'euros pour IFRS 11 et 387,6 millions d'euros pour IFRS 16 sur la marge opérationnelle ajustée (-16,0 millions d'euros pour IFRS 11 et 406,2 millions d'euros pour IFRS 16 au premier semestre 2021) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 549,9 millions d'euros (421,6 millions d'euros au premier semestre 2021).
- -12,7 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 50,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-6,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 56,2 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2021) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 19,8 millions d'euros (-117,0 millions d'euros au premier semestre 2021).
- -11,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 50,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-6,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 56,2 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2021) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 23,6 millions d'euros (-113,6 millions d'euros au premier semestre 2021).
- -0,8 million d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements ajustés (1,5 million d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2021) ; les investissements IFRS sont donc de -123,2 millions d'euros (-58,4 millions d'euros au premier semestre 2021).
- 8,4 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 313,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible ajusté (0,8 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 317,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2021) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 278,9 millions d'euros (254,6 millions d'euros au premier semestre 2021).

Une réconciliation complète entre les données ajustées et les données IFRS est disponible en page 10 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-1,2 million d'euros au premier semestre 2022 et -1,4 million d'euros au premier semestre 2021).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives, IFRS 16.

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liées aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	S1
CA ajusté 2021	(a)	454,3	628,1	1 082,3
CA IFRS 2022	(b)	628,5	739,3	1 367,8
Impacts IFRS 11	(c)	54,4	52,5	106,9
CA ajusté 2022	(d) = (b) + (c)	683,0	791,8	1 474,8
Impacts de change	(e)	-20,9	-28,3	-49,2
CA ajusté 2022 aux taux de change 2021	(f) = (d) + (e)	662,1	763,5	1 425,6
Variation de périmètre	(g)	0,0	0,0	0,0
CA organique ajusté 2022	(h) = (f) + (g)	662,1	763,5	1 425,6
Croissance organique	(i) = (h)/(a)-1	+45,7%	+21,6%	+31,7%

m€	Impact des taux de change au 30 juin 2022
USD	-10,6
CNY	-10,6
BRL	-4,4
GBP	-4,4
Autres	-19,2
Total	-49,2

Taux de change moyen	S1 2022	S1 2021
USD	0,9147	0,8296
CNY	0,1412	0,1283
BRL	0,1802	0,1541
GBP	1,1874	1,1521

Prochaines informations :Chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2022 : 3 novembre 2022 (après marché)**Chiffres clés de JCDecaux**

- Chiffre d'affaires 2021 : 2 745m€ ^(a) - Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2022 : 1 474,8 m€ ^(a)
- N°1 mondial de la communication extérieure
- Une audience journalière de plus de 850 millions de personnes dans plus de 80 pays
- 957 706 faces publicitaires dans le monde
- Une présence dans 3 518 villes de plus de 10 000 habitants
- 10 720 collaborateurs
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices Euronext 100 et Euronext Family Business
- JCDecaux est référencé en matière de performance extra-financière dans les classements FTSE4Good (4,2/5), CDP (Liste A), MSCI (AA) et classé Or par EcoVadis
- 1^{ère} entreprise de Communication Extérieure ayant rejoint RE100 (engagement vers le 100% d'énergies renouvelables)
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- N°1 mondial du mobilier urbain (530 143 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 154 aéroports et 215 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (340 753 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (72 611 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (596 831 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (232 268 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (64 893 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (20 808 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure au Moyen-Orient (14 177 faces publicitaires)

(a) Chiffre d'affaires ajusté

Pour plus d'information : www.jcdecaux.com

Retrouvez-nous sur [Twitter](#), [LinkedIn](#), [Facebook](#), [Instagram](#) et [YouTube](#)

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Albert Asséraf

01 30 79 79 10 – albert.asseraf@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Rémi Grisard

01 30 79 79 93 – remi.grisard@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2022				S1 2021			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ^{(1) (2)}
Chiffre d'affaires	1 474,8	(106,9)	-	1 367,8	1 082,3	(87,9)	(0,0)	994,4
Charges d'exploitation nettes	(1 291,2)	85,7	387,6	(818,0)	(1 050,9)	71,9	406,2	(572,8)
Marge opérationnelle	183,6	(21,3)	387,6	549,9	31,4	(16,0)	406,2	421,6
Pièces détachées de maintenance	(19,2)	0,3	-	(18,9)	(15,8)	0,4	0,0	(15,4)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(180,4)	8,3	(344,7)	(516,8)	(170,6)	9,2	(368,0)	(529,4)
Autres produits et charges opérationnels	(1,9)	0,1	7,5	5,7	(12,0)	0,1	17,9	6,1
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	(17,9)	(12,7)	50,3	19,8	(166,9)	(6,3)	56,2	(117,0)
Charges nettes de dépréciation	3,0	0,8	-	3,8	3,5	0,0	0,0	3,5
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	(14,9)	(11,8)	50,3	23,6	(163,5)	(6,3)	56,2	(113,6)

⁽¹⁾ Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

⁽²⁾ Retraité sur S1 2021 de l'impact de l'application du second amendement à la norme IFRS 16.

Tableau de flux de trésorerie	S1 2022				S1 2021			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	80,7	1,1	345,9	427,7	(74,4)	(0,4)	283,5	208,6
Variation du besoin en fonds de roulement	(1,4)	8,2	(32,3)	(25,6)	71,0	(0,2)	33,5	104,3
Flux nets des activités opérationnelles	79,3	9,2	313,6	402,1	(3,4)	(0,6)	317,0	312,9
Investissements	(122,4)	(0,8)		(123,2)	(59,8)	1,5		(58,4)
Cash-flow disponible	(43,1)	8,4	313,6	278,9	(63,2)	0,8	317,0	254,6

⁽¹⁾ Impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business des sociétés contrôlées.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2022

Evolution du portefeuille de contrats

- **Europe**

En avril, JCDecaux a annoncé la signature, par sa filiale danoise AFAJCDecaux, d'un contrat exclusif de 15 ans portant sur le mobilier urbain d'Aalborg, troisième ville du Danemark. Ce contrat, qui débutera le 1er août 2024, comprend des faces publicitaires analogiques et numériques avec la possibilité d'afficher des contenus animés en zone piétonne. Cette nouvelle gamme de mobiliers éco-responsables, conçus à partir de matériaux recyclables, comprend des abribus équipés de détecteurs de présence permettant d'augmenter l'intensité lumineuse lorsque des usagers des transports en commun en sont à proximité, un nouvel abri Plusbus dessiné par l'architecte danois de renom Knud Holscher pour le nouveau système de transport public BRT ainsi que des sanitaires publics à entretien automatique.

En mai, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande Wall a remporté le contrat exclusif de mobilier urbain à Dresde, la capitale de la Saxe, pour 15 ans. Effectif à compter du 1er janvier 2023, cet accord s'inscrit dans la continuité du partenariat initié en 1991. Ce contrat porte sur l'installation et l'entretien de 850 abribus et jusqu'à 450 Mobiliers Urbains pour l'Information (MUPI) sur pied, dont 70 écrans digitaux dans le centre-ville très fréquenté de Dresde.

En mai, JCDecaux a annoncé que sa filiale française a signé le contrat exclusif d'écrans digitaux in-store des Galeries Lafayette Paris Hausmann, le premier grand magasin d'Europe. Le flagship Coupole et le magasin Homme seront équipés à partir de la mi-juillet 2022 de 64 écrans digitaux conçus sur-mesure pour les Galeries Lafayette. L'offre commerciale démarrera au mois de septembre 2022. Ces écrans, répartis sur l'ensemble des étages du grand magasin, vont digitaliser le parcours client, couvrant les points clés de contact (accès, ascenseurs, escalators...). Ils permettront aux Galeries Lafayette de renforcer l'animation commerciale de leur point de vente, de créer des contenus de communication dynamiques et pertinents pour leurs clients et de donner la parole à des marques en adéquation avec l'image et le concept de ce grand magasin, fréquenté par une clientèle française et internationale de plus de 37 millions de visiteurs par an.

Autres événements

- **Groupe**

En janvier, JCDecaux a annoncé avoir été classé « Or » par EcoVadis - une entreprise reconnue internationalement, avec une présence dans 160 pays et un réseau mondial de 75000 entreprises évaluées - pour ses performances RSE et achats responsables avec un score global de 71/100. Cette évaluation détaillée permet de mesurer le degré de maturité des politiques ainsi que des actions menées sur la base de 21 enjeux regroupés en 4 thèmes : l'Environnement, le Social & Droits de l'Homme, l'Éthique et les Achats Responsables. Le classement « Or » obtenu cette année place JCDecaux dans le top 3% des entreprises les plus performantes évaluées par EcoVadis. L'entreprise se situe d'ailleurs à deux points sur 100 de la médaille platine, la plus haute reconnaissance attribuée par EcoVadis.

En janvier, JCDecaux a annoncé que le service vel'OH! a enregistré un record avec une hausse de 400% des locations en 2021 par rapport à 2018. Le système vel'OH! s'inscrit dans le contrat remporté par JCDecaux en 2017 portant sur le mobilier urbain et les vélos en libre-service à assistance électrique de la Ville de Luxembourg. Ainsi, la ville de Luxembourg fait partie des toutes premières capitales européennes à bénéficier d'un service avec 100% de vélos en libre-service à assistance électrique.

En janvier, JCDecaux a annoncé avoir placé 500 millions d'euros d'obligations à 8 ans, à échéance 7 février 2030. La marge a été fixée à 135 points de base au-dessus du taux de swap ce qui porte le coupon à 1,625%. Sursouscrit plus de 3 fois, cet emprunt obligataire a été placé auprès d'investisseurs de grande qualité. Le succès de cette nouvelle émission témoigne à la fois de la qualité de la signature de JCDecaux et de la confiance des investisseurs dans la capacité de rebond et dans le potentiel de croissance du Groupe. Le produit de cette émission sera dédié aux besoins généraux du Groupe et au refinancement de dettes existantes. Avec cette opération, JCDecaux poursuit la gestion dynamique de son bilan.

En mai, JCDecaux a dévoilé sa stratégie RSE pour les huit prochaines années, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. Elle vise à conforter l'économie circulaire ; valoriser la communication extérieure en tant qu'accélérateur de la transition écologique et sociale ; œuvrer à la décarbonation de l'économie et de la société dans le respect de la Stratégie Nationale Bas-Carbone et à l'image du chemin ouvert en France avec la loi Climat & Résilience et ses dispositions pour une commande publique plus responsable, du Pacte Vert pour l'Europe et des Objectifs de Développement Durables (ODD) des Nations Unies.

En juin, JCDecaux a profité de la Journée mondiale pour le vélo pour rappeler ses actions en faveur de la mobilité douce. Véritable complément aux transports en commun, les vélos en libre-service (VLS) contribuent par nature à l'atténuation du changement climatique et à l'amélioration de la qualité de vie en ville. Dès le début des années 2000, JCDecaux entend démocratiser ce service et opère aujourd'hui plus de 25 000 vélos dans 10 pays et 73 villes, avec une présence particulièrement développée en France. Par son action depuis près de 20 ans, JCDecaux a contribué à faire évoluer les comportements et à développer la mobilité douce à travers le monde.

- **Royaume-Uni**

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale britannique JCDecaux UK a intégré des capacités d'achat programmatique à ses emplacements publicitaires au sein de l'aéroport de Londres Heathrow. L'offre permettra de connecter acheteurs et vendeurs publicitaires à l'inventaire publicitaire via VIOOH, la première plateforme mondiale en DOOH (SSP). Les annonceurs pourront combiner la précision du ciblage et la flexibilité de l'achat programmatique avec l'efficacité du Digital Out-of-Home (DOOH), à fort impact et deuxième média en plus forte croissance après la publicité sur mobile, à Heathrow, l'aéroport le plus fréquenté du Royaume-Uni et l'un des principaux hubs pour l'international.

- **Reste du Monde**

En juin, JCDecaux a annoncé aujourd'hui le lancement de son offre programmatique DOOH pour le marché brésilien. Grâce à la plateforme VIOOH, JCDecaux sera en mesure de proposer à ses clients des campagnes DOOH programmatiques efficaces sur ses écrans premium à travers le Brésil. Les marques pourront ainsi être en contact avec des audiences de qualité tout en exploitant de manière optimale leurs budgets médias.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats semestriels 2022, Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux, a déclaré :

« En ce qui concerne le troisième trimestre 2022, nous continuons d'enregistrer des taux de croissance élevés à un chiffre ou à deux chiffres de notre chiffre d'affaires organique dans la plupart des pays, alors qu'en Chine notre chiffre d'affaires publicitaire reste impacté négativement par les restrictions de mobilité. Nous attendons désormais un taux de croissance du chiffre d'affaires organique à environ +7%, avec un chiffre d'affaires du Mobilier Urbain supérieur à celui du troisième trimestre 2019.»

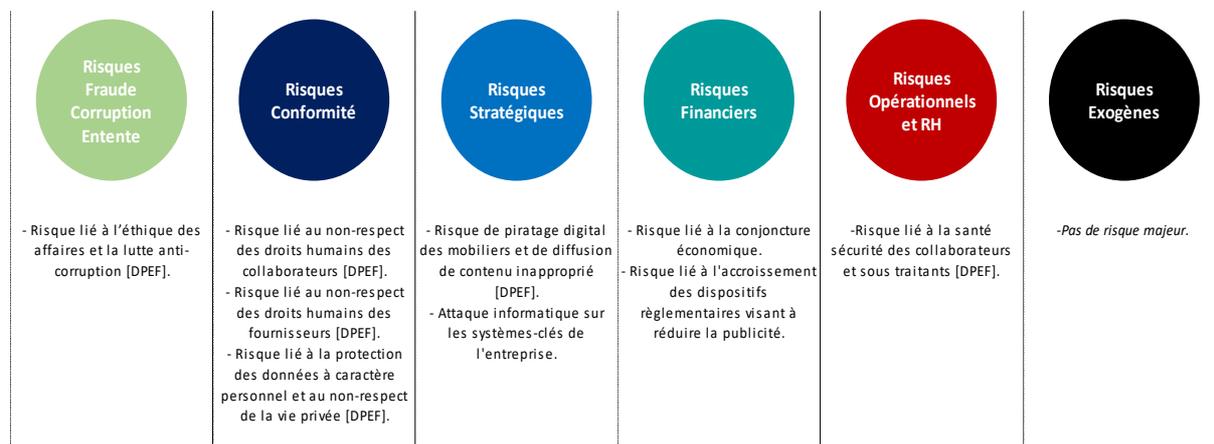
TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 7 de l' « Annexe aux comptes consolidés du 1^{er} semestre » en page 35 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

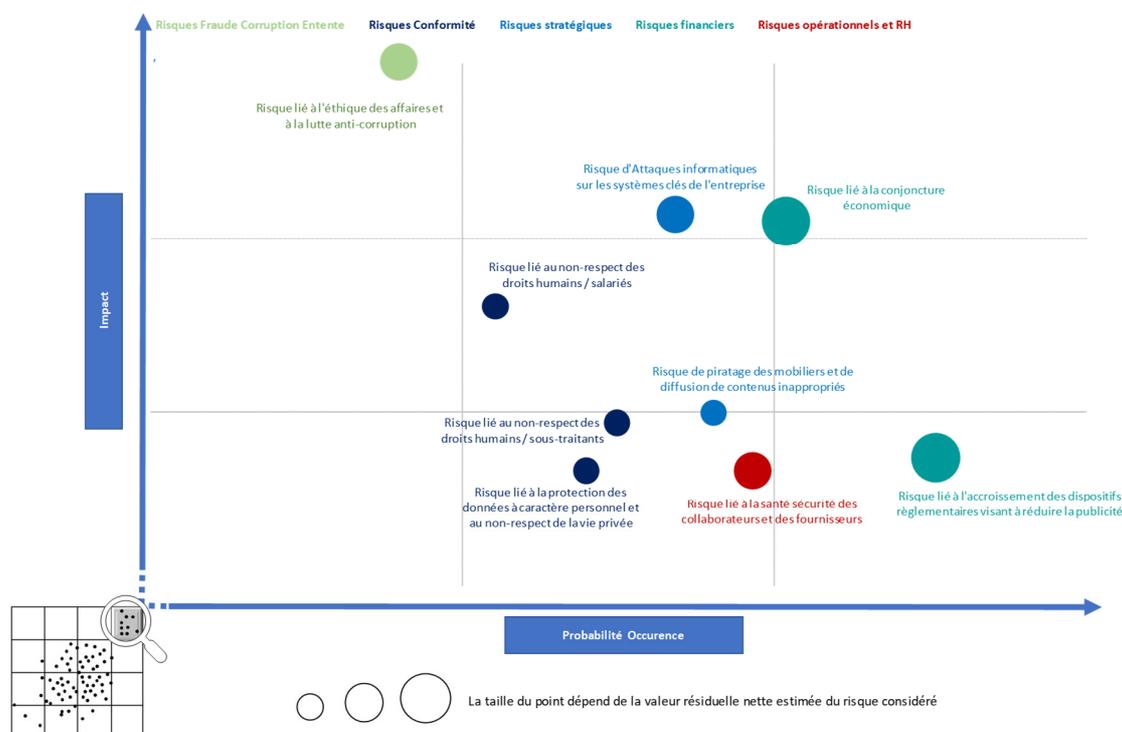
Le Groupe est confronté à un ensemble de risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation de ses objectifs, son activité ou sa situation financière.

En application du Règlement Européen du 14 juin 2017, le Groupe hiérarchise chacun des risques identifiés comme spécifiques et significatifs, puis les regroupe autour de 6 grandes familles de risques, dans lesquelles se retrouvent notamment les risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra-Financière.



Dans le cadre de sa revue 2021 des risques, le Groupe a identifié 106 risques dont les principaux sont détaillés dans les chapitres suivants.

Les risques les plus significatifs sont présentés dans le graphique ci-dessous :



Risques liés à l'activité du Groupe

Focus Covid-19

Depuis le début de la pandémie, JCDecaux a dû faire face à de nombreux enjeux couverts par plusieurs risques de la cartographie :

Enjeux d'ordre général :

- Risque lié à la dégradation de la conjoncture économique (risque majeur détaillé ci-dessous)
- Risque lié à la chute des audiences urbaines et dans les moyens de transports

Nombreux enjeux opérationnels :

- Risque lié aux Indisponibilités / Restrictions d'accès aux locaux ou aux dispositifs de l'entreprise.
- Risque lié à la mise en œuvre des nouvelles conditions de travail et enjeux de sécurité associés

Enjeux Humains :

- Risque lié à des événements pouvant mettre en danger la vie des collaborateurs
- Risque lié à l'incapacité de gérer les risques psychologiques et d'assurer le bien-être des équipes (suite à un contexte de crise)

Enjeux financiers :

- Risque lié à la défaillance de clients clés
- Risque de manque de liquidités

Le Groupe a mis en œuvre des actions spécifiques liées à chacun de ces enjeux.

Famille : Risques de Fraude, Corruption, Entente

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques relatifs à l'éthique des affaires à diverses étapes de la chaîne de valeurs : dans les relations avec ses clients (annonceurs, agences notamment), avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport notamment) ou avec ses fournisseurs. Le risque lié à des pratiques fiscales non responsables fait également partie de cette catégorie.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : il s'agit du risque lié à l'éthique des affaires et à la lutte contre la corruption.

Facteur de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
2.1.2. Risques de Fraude, Corruption, Entente			
RISQUE LIÉ À L'ÉTHIQUE DES AFFAIRES - LUTTE ANTI-CORRUPTION [DPEF]	***	**	**

Présentation du risque

L'activité du Groupe est très fortement liée à la qualité et l'intégrité des relations entretenues avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport...). La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son activité et, en particulier, à son accès aux différents marchés publics et privés.

La conduite éthique des affaires est aussi un enjeu important permettant de préserver la pérennité des relations avec les clients annonceurs et les partenaires du Groupe, et de maintenir sa réputation d'excellence sur le marché.

JCDecaux est aussi particulièrement vigilant au respect de l'éthique des affaires dans le cadre des opérations de croissance externe, notamment dans les pays considérés comme sensibles sur le plan de la corruption.

Gestion du risque

Le Groupe a consigné, dès 2001, dans une Charte Ethique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe.

Cette Charte Ethique, révisée en 2018 dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Sapin II en France, fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

Cette Charte, son mode de diffusion ainsi que le rôle du Comité Ethique en charge de veiller à sa bonne application, sont présentés dans le Document d'Enregistrement Universel.

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion des risques liés à l'éthique des affaires et à la lutte anti - corruption, sont disponibles dans le chapitre « Assurer une conduite éthique et lutter contre la corruption », du Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques de Conformité aux lois et réglementations

Plusieurs risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière se retrouvent dans cette famille :

Facteur de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
2.1.3. Risques de Conformité aux lois et réglementations			
RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / SALARIÉS [DPEF]	***	**	*
RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / FOURNISSEURS [DPEF]	***	***	*
RISQUE LIÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET AU NON-RESPECT DE LA VIE PRIVÉE [DPEF]	***	***	*

RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / SALARIÉS

Présentation du risque :

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 80 pays et 25 % des ETP du Groupe se situent dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe doivent bénéficier du respect de leurs droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / FOURNISSEURS

Présentation du risque :

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseurs dont il exige la ratification.

RISQUE LIÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET AU NON-RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Présentation du risque :

A l'ère du digital et de la connectivité, la donnée est au cœur des métiers de JCDecaux. Dans le cadre des activités et services délivrés par le Groupe (accès Wi-Fi, Vélos en Libre-Service, relations commerciales, organisation d'évènements, sites Internet, dispositifs et campagnes publicitaires interactifs, etc.), JCDecaux est amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel relatives à des milliers de personnes extérieures au Groupe. Il est de sa responsabilité de garantir à chacune d'entre elles la protection de sa vie privée et de ses données à caractère personnel ainsi que l'exercice des droits dont elle bénéficie, dans le respect des réglementations applicables

Gestion du risque

Afin de réduire le risque associé à des traitements non-responsables ou à des violations de données, JCDecaux a mis en place un dispositif dédié :

- une gouvernance spécifique a été mise en place : constitution d'un Comité de pilotage « RGPD », nomination d'un Data Protection Officer (DPO) ou d'un Privacy Manager dans chaque filiale localisée au sein de l'UE, implication de la Direction Juridique de chaque pays/zone hors UE.
- des politiques et procédures dédiées à la protection des données personnelles ont été publiées et déployées sur l'ensemble des entités Groupe concernées.
- des actions de formation (digital learning) ont été menées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux.

• Afin d'assurer la sécurité des Systèmes d'Information, un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), assisté d'un réseau de correspondants régionaux et de managers SI présents dans chaque pays du Groupe, déploie la Politique Sécurité Informatique de JCDecaux.

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Renforcer la protection des données personnelles », du Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé à des risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). L'ensemble des informations concernant les risques financiers sont disponibles dans le chapitre « Annexes aux comptes consolidés », du Document d'Enregistrement Universel.

Les 2 principaux risques identifiés sur cette famille sont les suivants :

Facteur de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
2.1.4. Risques financiers			
RISQUE LIÉ À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	***	**	***
RISQUE LIÉ À L'ACCROISSEMENT DES DISPOSITIFS RÉGLEMENTAIRES VISANT À RÉDUIRE LA PUBLICITÉ	***	***	***

RISQUE LIÉ À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Présentation du risque :

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction générale du budget communication des annonceurs.

La crise économique suite à la crise sanitaire de la Covid-19 illustre parfaitement ce risque de retournement brutal et non prévisible des marchés.

Le Groupe doit en outre faire face au caractère cyclique du marché de la publicité. Notre secteur d'activité est fortement lié à l'évolution du PIB des pays dans lesquels le Groupe est présent. Une accélération ou un ralentissement significatif de l'activité économique d'un pays peut impacter substantiellement le niveau d'activité, et donc le chiffre d'affaires du Groupe.

Gestion du risque

La présence du Groupe sur des marchés géographiquement diversifiés permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des pays dans lesquels il est implanté. La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée dans le Document d'Enregistrement Universel.

La Direction Générale et la Direction financière du Groupe demeurent particulièrement attentives aux structures de coûts et adoptent des plans d'action pour maintenir le niveau de rentabilité du Groupe.

RISQUE LIÉ À L'ACCROISSEMENT DES DISPOSITIFS RÉGLEMENTAIRES VISANT À RÉDUIRE LA PUBLICITÉ

Présentation du risque :

D'un point de vue général, le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent, en ce qui concerne le type (affichage analogique/digital), la luminosité, la densité, la taille et l'implantation des supports publicitaires et du Mobilier Urbain en agglomération et hors agglomération.

Les réglementations évoluent généralement vers une diminution du nombre global de dispositifs publicitaires et/ou une réduction de leur taille, et les autorités locales s'orientent vers une application plus stricte des réglementations existantes. Une partie des dispositifs publicitaires, notamment dans le domaine de l'affichage, pourrait ainsi à terme devoir être retirée ou repositionnée dans certains pays.

Gestion du risque

En France, où la pression réglementaire est forte et ancienne (via notamment les Règlements Locaux de Publicité qui réglementent les dispositifs situés en extérieur), JCDecaux dispose de compétences et d'une organisation dédiées (via la Direction des Relations Institutionnelles, la Direction de la Coordination Réglementaire et un Pôle Affaires Publiques composé de juristes spécialisés) pour veiller à l'application de la réglementation et en suivre toutes les évolutions, afin d'anticiper et de gérer au mieux ce risque.

Sur nos autres géographies, nous n'avons pas identifié de pression similaire nécessitant à ce stade, la mise en place d'une organisation comme celle présente en France.

Par ailleurs, s'agissant de l'environnement, principal objet des propositions de loi, le groupe a pris depuis plusieurs années de nombreuses mesures. JCDecaux est la seule entreprise du secteur de la communication extérieure au monde à avoir rejoint en 2019 le RE 100 (coalition internationale des entreprises engagées vers l'objectif 100 % énergies renouvelables). En 2021, JCDecaux a été maintenu au niveau « Leadership » du CDP (Carbon Disclosure Project) et fait partie de la prestigieuse Liste A, comme en 2019. Le Groupe est aussi référencé en matière de performance extra-financière dans l'indice FTSE4Good et le classement MSCI. Depuis de nombreuses années, le groupe est mobilisé en termes d'engagement environnemental, et contribue en 2021 à la neutralité carbone collective pour sa filiale France.

Famille : Risques Stratégiques

Par son activité, le Groupe peut être confronté à plusieurs risques stratégiques : la capacité à adresser les changements de business model ou la chute brutale des audiences en font partie tout comme le traitement des risques climatiques et environnementaux. Les principaux risques de cette famille sont les suivants :

Facteurs de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
2.1.5. Risques stratégiques			
ATTAQUE INFORMATIQUE SUR LES SYSTÈMES-CLÉS DE L'ENTREPRISE.	***	***	**
RISQUE DE PIRATAGE DIGITAL DES MOBILIERS ET DE DIFFUSION DE CONTENU INAPPROPRIÉ [DPEF]	***	***	*

ATTAQUE INFORMATIQUE SUR LES SYSTÈMES-CLÉS DE L'ENTREPRISE

Présentation du risque :

Le Groupe s'appuie sur des systèmes d'information complexes à l'appui de ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Gestion du risque

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités. Ces protections concernent notamment la plateforme informatique en charge de la préparation et de la diffusion des campagnes publicitaires digitales. Cette plateforme s'appuie sur un réseau privé et est opérée par les équipes JCDecaux conformément à des règles strictes de contrôle et d'audit de bout en bout des accès. Elle est surveillée 24h/24 et 7j/7 afin de détecter puis de traiter en temps réels les éventuelles anomalies de fonctionnement.

Par ailleurs, des plans de reprise d'activité visant à garantir la continuité des opérations du Groupe sont testés plusieurs fois par an. En outre, afin d'améliorer de façon continue la sécurité des systèmes informatiques et limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur les métiers du Groupe, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines, ...) sont régulièrement évalués. Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place et/ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

RISQUE DE PIRATAGE DIGITAL DES MOBILIERS ET DE DIFFUSION DE CONTENU INAPPROPRIÉ [DPEF]

Présentation du risque :

Présent dans plus de 80 pays, JCDecaux opère du digital dans 63 d'entre eux par l'intermédiaire de plus de 30 000 mobiliers actifs. Pour le Groupe, toute tentative externe ou interne d'accéder aux écrans numériques de ces mobiliers dans le but de diffuser des messages non-contrôlés est un risque majeur, susceptible d'impacter ses résultats comme d'affecter sa réputation et sa capacité à proposer une offre numérique crédible aux clients annonceurs. Les principaux risques identifiés sont des risques de défacement ou d'atteinte à la continuité de service. Avec des effets d'autant plus graves dans ce dernier cas, que les messages diffusés pourraient être offensants et néfastes. Dans un contexte de numérisation croissante de ses activités, la sécurisation de l'accès au réseau, aux systèmes informatiques et aux données du Groupe est une priorité afin de protéger la valeur de l'entreprise.

Gestion du risque

JCDecaux a mis en œuvre depuis plusieurs années une politique IT complète pour se prémunir du risque de tentatives de piratage de son contenu numérique. Sous la responsabilité Corporate de la Direction des Infrastructures, une politique robuste de sécurité informatique a été mise en place, avec le déploiement de principes d'architecture au niveau du Groupe et applicable dans tous les pays, d'outils de monitoring et de surveillance 24/7, via notamment un SOC fourni par Thales, de procédures et de guides opératoires, de dispositifs de contrôles (Audits, tests de vulnérabilité, etc.), de travaux de veille cybersécurité, afin d'assurer la couverture de l'ensemble des risques identifiés.

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Renforcer la sécurité de nos mobiliers digitaux », du Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques Opérationnels & RH

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques opérationnels liés à ces différentes activités (notamment lors de la vente d'espaces publicitaires ou lors des activités d'affichage, d'entretien et de maintenance). Cette catégorie traite notamment des risques liés au développement du capital humain, du risque de harcèlement ou encore du risque de perte d'un collaborateur clé de l'entreprise.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière.

Facteur de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
2.1.6. Risques opérationnels & RH			
RISQUE LIÉ À LA SANTÉ SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS ET SOUS-TRAITANTS [DPEF]	***	***	**

Présentation du risque :

JCDecaux réunit plus de 400 métiers différents, de la conception du mobilier urbain à la commercialisation des espaces publicitaires, en passant par l'entretien et la maintenance des mobiliers et dispositifs publicitaires. Le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 51 % de l'effectif total du Groupe en 2021, est plus exposé aux risques d'accidents et incidents, en raison de ses activités. Ces dernières peuvent inclure le travail en hauteur, l'usage d'électricité ou la proximité d'équipement électriques, la conduite routière ou la proximité de routes ou voies ferrées, le travail dans des lieux où la « concentration » du public est forte (aéroports, gares, métros, trottoirs...).

Gestion du risque

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Faire rayonner une culture Santé-Sécurité exemplaire », Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques exogènes

Cette famille regroupe l'ensemble des risques liés à des catastrophes naturelles ou liés à des facteurs externes d'ordre social, politique ainsi que les risques relatifs à des situations de pandémie.

En effet, du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets liés à de tels évènements.

A titre d'exemple, le Groupe a dû faire face en 2019 aux évènements sociaux à Hong Kong ou dans certains pays d'Amérique Latine (comme le Chili).

La crise relative à la Covid-19 a encore impacté significativement le Groupe en 2021, en termes de sécurité de ses collaborateurs, d'organisation de sa Supply Chain et au final, en termes de performances commerciales. Ainsi, le Groupe, dès le début de la crise sanitaire, a pris une série de mesures, dans le cadre d'un plan de continuité des affaires, de façon d'une part à protéger ses collaborateurs (en particulier dans les zones particulièrement sensibles) mais également d'assurer, dans la mesure du possible, les engagements pris vis-à-vis de ses annonceurs et de ses mandants.

Le Groupe considère que cette présentation couvre les principaux risques significatifs.

Les risques jugés non-significatifs mais présentés en conformité avec l'article 173 de la loi sur la transition énergétique du 17 août 2015 sont décrits dans le chapitre Développement Durable du Document d'Enregistrement Universel.

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2022

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2022	31/12/2021
Goodwill	1 634,1	1 609,3
Autres immobilisations incorporelles	§ 4.1 649,9	514,4
Immobilisations corporelles	1 218,6	1 203,9
Droits d'utilisation	§ 4.2 2 949,4	2 964,8
Titres mis en équivalence	408,4	414,4
Autres actifs financiers	174,1	164,9
Instruments financiers dérivés	§ 4.6 -	-
Impôts différés actif	189,7	142,0
Créances d'impôts sur les sociétés	3,5	3,1
Autres créances	13,3	11,4
ACTIFS NON COURANTS	7 241,0	7 028,1
Autres actifs financiers	17,3	17,6
Stocks	181,7	143,1
Instruments financiers dérivés	§ 4.6 1,2	0,6
Clients et autres débiteurs	§ 4.3 731,1	743,0
Créances d'impôts sur les sociétés	32,7	24,2
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.6 46,2	46,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.6 1 978,6	1 493,8
ACTIFS COURANTS	2 988,7	2 468,3
TOTAL DES ACTIFS	10 229,7	9 496,4

Rapport d'activité 1^{er} semestre 2022
Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2022

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2022	31/12/2021
Capital	3,2	3,2
Primes	608,5	608,5
Actions propres	-3,5	-2,8
Réserves consolidées	1 148,9	1 169,8
Résultat net part du Groupe	-11,7	-14,5
Autres éléments des capitaux propres	-86,5	-144,1
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	1 659,0	1 620,2
Participations ne donnant pas le contrôle	23,6	23,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.4 1 682,5	1 643,6
Provisions	§ 4.5 422,4	373,6
Impôts différés passif	99,2	87,1
Dettes financières	§ 4.6 1 859,4	2 116,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	107,7	106,5
Dettes locatives	§ 4.7 2 624,5	2 647,0
Autres créditeurs	38,2	9,2
Passifs d'impôt exigible	0,0	0,9
Instruments financiers dérivés	§ 4.6 0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS	5 151,4	5 341,0
Provisions	§ 4.5 71,0	88,5
Dettes financières	§ 4.6 1 125,5	336,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	4,6	5,3
Instruments financiers dérivés	§ 4.6 3,9	4,9
Dettes locatives	§ 4.7 1 060,4	1 008,8
Fournisseurs et autres créditeurs	1 103,6	1 039,3
Passifs d'impôt exigible	12,7	21,8
Concours bancaires	§ 4.6 13,9	6,4
PASSIFS COURANTS	3 395,7	2 511,8
TOTAL DES PASSIFS	8 547,1	7 852,8
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	10 229,7	9 496,4

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2022	1er semestre 2021 Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 4.8	1 367,8	994,4
Coûts directs d'exploitation		-554,1	-352,3
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-263,8	-220,5
MARGE OPÉRATIONNELLE		549,9	421,6
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-513,0	-525,9
Perte de valeur des goodwill		0,0	0,0
Pièces détachées maintenance		-18,9	-15,4
Autres produits opérationnels		11,4	25,4
Autres charges opérationnelles		-5,8	-19,3
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 4.9	23,6	-113,6
Charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16		-41,8	-42,1
<i>Produits financiers</i>		2,3	1,6
<i>Charges financières</i>		-29,4	-24,1
Résultat financier hors IFRS 16		-27,1	-22,4
RÉSULTAT FINANCIER	§ 4.10	-68,9	-64,6
Impôts sur les bénéfices	§ 4.11	32,7	32,3
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.12	7,1	-6,7
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		-5,5	-152,5
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>		6,3	1,9
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		-11,7	-154,4
Résultat de base par action (en euros)		-0,055	-0,725
Résultat dilué par action (en euros)		-0,055	-0,725
Nombre moyen pondéré d'actions		212 773 313	212 857 730
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		212 773 313	212 857 730

(1) Impact de l'application du second amendement à la norme IFRS 16. Voir paragraphe 1.3. « Retraitement des comptes au 30 juin 2021 lié à l'application du second amendement à la norme IFRS 16 " Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 " ».

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>		1er Semestre 2022	1er Semestre 2021 Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		-5,5	-152,5
Variation des écarts de conversion ⁽²⁾		43,8	17,8
Couverture des flux de trésorerie		-0,2	0,5
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		0,6	-0,2
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-3,2	-4,8
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		41,0	13,2
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		26,4	8,3
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-5,0	-3,2
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		0,2	7,4
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		21,6	12,5
Total des autres éléments du résultat global		62,6	25,7
RÉSULTAT GLOBAL		57,1	-126,7
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>		11,3	1,3
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		45,8	-128,0

(1) Impact de l'application du second amendement à la norme IFRS 16. Voir paragraphe 1.3. « Retraitement des comptes au 30 juin 2021 lié à l'application du second amendement à la norme IFRS 16 " Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 " ».

(2) Sur le premier semestre 2022, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change, dont 25,9 millions d'euros pour Hong Kong, 16,6 millions d'euros pour l'Australie, 7,9 millions d'euros pour le Mexique et -9,8 millions d'euros pour les Etats-Unis. Sur le premier semestre 2021, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement 7,9 millions d'euros pour Hong Kong, 7,8 millions d'euros pour le Royaume-Uni, 3,7 millions d'euros pour l'Afrique du sud et -2,9 millions d'euros pour les Etats-Unis.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2021

En millions d'euros	Autres éléments des capitaux propres											Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2020	3,2	608,5	-1,5	1 172,5	0,8	-0,1	-125,9	0,9	-64,0	0,8	-187,5	1 595,4	17,7	1 613,0
Augmentation / Diminution de capital ⁽¹⁾												0,0	0,1	0,1
Variation d'actions propres ⁽²⁾			0,6	0,3								0,9		0,9
Achat			-10,2									-10,2		-10,2
Vente			10,8	0,3								11,1		11,1
Distributions de dividendes												0,0	-4,2	-4,2
Paiements en actions												0,0		0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾												0,0	1,8	1,8
Variations de périmètre ⁽⁴⁾				-4,4			0,0				0,0	-4,4	4,4	0,0
Amendement IFRS 16 ⁽⁵⁾				3,2								3,2	0,0	3,2
Résultat de l'ensemble consolidé				-154,4								-154,4	1,9	-152,5
Autres éléments du Résultat global					0,5		13,3		12,6		26,4	26,4	-0,6	25,7
Résultat global	0,0	0,0	0,0	-154,4	0,5	0,0	13,3	0,0	12,6	0,0	26,4	-128,0	1,3	-126,7
Autres				-0,2			0,0				0,0	-0,2		-0,2
Capitaux propres au 30 juin 2021 retraité ⁽⁶⁾	3,2	608,5	-0,8	1 017,0	1,3	-0,1	-112,6	0,9	-51,4	0,8	-161,1	1 466,8	21,0	1 487,8

- (1) Augmentation de capital des sociétés contrôlées.
- (2) Variation des actions propres de JCDecaux SA dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.
- (3) Paiement à un partenaire de l'engagement d'achat de sa participation dans une société contrôlée. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,4 million d'euros sur le premier semestre 2021.
- (4) Mouvements de périmètre liés à l'acquisition de minoritaires au Royaume-Uni et aux acquisitions réalisées en 2020 dont les actifs et passifs avaient été déterminés de manière provisoire.
- (5) Impact de l'application du second amendement à la norme IFRS 16. Voir paragraphe 1.3. « Retraitement des comptes au 30 juin 2021 lié à l'application du second amendement à la norme IFRS 16 " Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 " ».

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2022

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2021	3,2	608,5	-2,8	1 155,3	1,2	-0,1	-79,2	0,9	-67,7	0,8	-144,1	1 620,2	23,4	1 643,6
Augmentation / Diminution de capital ⁽¹⁾												0,0	0,5	0,5
Variation d'actions propres ⁽²⁾			-0,7	-0,4								-1,1		-1,1
Achat			-29,4									-29,4		-29,4
Vente			28,7	-0,4								28,3		28,3
Distributions de dividendes												0,0	-11,8	-11,8
Paiements en actions				3,0								3,0		3,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾												0,0	0,7	0,7
Variations de périmètre ⁽⁴⁾				-8,7			0,0		0,0		0,0	-8,7	-0,5	-9,3
Résultat de l'ensemble consolidé				-11,7								-11,7	6,3	-5,5
Autres éléments du Résultat global					0,1		36,2		21,3		57,6	57,6	5,0	62,6
Résultat global	0,0	0,0	0,0	-11,7	0,1	0,0	36,2	0,0	21,3	0,0	57,6	45,8	11,3	57,1
Autres				-0,2	0,0		0,0				0,0	-0,2	0,1	-0,2
Capitaux propres au 30 juin 2022	3,2	608,5	-3,5	1 137,2	1,2	-0,1	-42,9	0,9	-46,4	0,8	-86,5	1 659,0	23,6	1 682,5

- (1) Augmentation de capital des sociétés contrôlées.
- (2) Variation des actions propres de JCDecaux SA dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.
- (3) Reprise d'une dette liée à un put suite à son non-exercice par le partenaire. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,2 million d'euros sur le premier semestre 2022.
- (4) Mouvements de périmètre liés à l'acquisition de minoritaires aux Emirats Arabes Unis et à un effet de restructuration en Chine.

Rapport d'activité 1^{er} semestre 2022
Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2022

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2022	1er semestre 2021 Retraité ⁽¹⁾
Résultat net avant impôts	-38,1	-184,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence § 4.12	-7,1	6,7
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	23,7	7,8
Charges liées aux paiements en actions	3,0	0,0
Gains et pertes sur contrats de location	-31,0	-137,3
Dotations nettes aux amortissements et provisions	512,7	524,4
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-1,4	-4,3
Charges nettes d'actualisation	3,1	1,6
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16	64,0	61,6
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres	-6,5	0,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-25,6	104,3
Variation des stocks	-36,9	-0,6
Variation des clients et autres créances	30,8	38,4
Variation des fournisseurs et autres dettes	-19,6	66,5
Intérêts payés sur dettes locatives IFRS 16	-46,2	-29,8
Intérêts financiers payés	-27,5	-26,8
Intérêts financiers reçus	1,8	1,2
Impôt sur le résultat payé	-22,7	-11,5
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	402,1	312,9
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-125,6	-65,3
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽²⁾	-7,5	-13,4
Décaissements sur acquisitions d'autres immobilisations financières	-12,0	-5,7
Total Investissements	-145,1	-84,4
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	2,3	7,0
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽²⁾	0,1	0,0
Encaissements sur cessions d'autres immobilisations financières	11,9	8,8
Total Désinvestissements	14,3	15,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-130,8	-68,7
Distribution mise en paiement	-11,8	-4,2
Achat d'actions propres	-29,4	-10,2
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-6,1	-2,7
Remboursement d'emprunts à long terme	-820,9	-1 133,1
Remboursement des dettes locatives	-313,6	-317,0
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	0,0	12,2
Besoin de trésorerie (Financement)	-1 181,8	-1 454,9
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	0,0	0,0
Vente d'actions propres	28,3	11,1
Augmentation des capitaux propres	0,5	0,1
Augmentation des emprunts à long terme	1 358,9	869,3
Dégagement de trésorerie (Financement)	1 387,7	880,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	205,9	-574,4
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	477,2	-330,2
Trésorerie nette d'ouverture	1 487,4	1 593,6
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	0,1	-1,4
Trésorerie nette de clôture ⁽³⁾	1 964,7	1 262,1

(1) Impact de l'application du second amendement à la norme IFRS 16. Voir paragraphe 1.3. « Retraitement des comptes au 30 juin 2021 lié à l'application du second amendement à la norme IFRS 16 " Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 " ».

(2) Dont aucune trésorerie nette acquise et cédée sur le 1er semestre 2022 et sur le 1er semestre 2021.

(3) Dont 1 978,6 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 13,9 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2022 contre respectivement 1 274,6 millions d'euros et 12,6 millions d'euros au 30 juin 2021.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du premier semestre 2022, arrêtés par le Directoire du 21 juillet 2022, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ont fait l'objet d'un examen limité par les auditeurs du Groupe.

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2021, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés semestriels 2022 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2021, à l'exception de :

- L'amendement IAS 16 : Produits générés avant l'utilisation prévue d'une immobilisation ;
- La modification d'IFRS 9 sur les frais et coûts inclus dans le test de 10% aux fins de la décomptabilisation ;
- L'amendement d'IAS 37 : Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire ;
- Les modifications d'IFRS 3.

L'application de ces amendements n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2022.

1.3. Retraitement des comptes au 30 juin 2021 lié à l'application du second amendement à la norme IFRS 16 « Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 »

Le second amendement à la norme IFRS 16, « Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 », n'avait pas été appliqué dans les comptes consolidés au 30 juin 2021 car non adopté par l'Union Européenne au moment de la publication des comptes semestriels. L'ensemble des réductions de loyers obtenues couvrant à ce titre des périodes courant au-delà du 30 juin 2021 et dont les contrats ne comportaient pas de clause de force majeure étaient traitées comme des modifications de contrats selon IFRS 16.

Son adoption le 30 août 2021 avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021 a conduit le Groupe à retraiter les comptes consolidés intermédiaires publiés au 30 juin 2021. Les impacts de l'application rétrospective de ce changement sur les données au 30 juin 2021 sont les suivants :

- Sur l'état de situation financière au 30 juin 2021, une hausse de 12,2 millions d'euros du total des actifs, dont 12,9 millions d'euros au titre des droits d'utilisation nets et -0,7 million d'euros sur les impôts différés, et au passif une augmentation de 10,1 millions d'euros des capitaux propres, dont un impact sur le résultat net du premier semestre 2021 de 6,9 millions d'euros et un impact sur la situation nette d'ouverture de 3,2 millions d'euros relatif aux réductions de loyers obtenues en 2020 qui allaient au-delà du 30 juin 2021, ainsi qu'une hausse de 2,1 millions d'euros des impôts différés passifs ;
- Sur le compte de résultat consolidé du 30 juin 2021, une hausse de 10,8 millions d'euros de la marge opérationnelle en lien avec la comptabilisation des rabais en redevance variable positive et une augmentation de -2,6 millions d'euros des charges d'amortissement des droits d'utilisation sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes », soit un impact sur le résultat d'exploitation de 8,2

millions d'euros. L'impact impôts est de -1,4 million d'euros soit un impact total sur le résultat net de 6,9 millions d'euros ;

- Sur le tableau des flux de trésorerie, le changement est sans effet sur la variation de la trésorerie nette.

1.4. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.4.1. Utilisation d'estimations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés résumés du premier semestre 2022 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité du marché publicitaire et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques à laquelle s'ajoutent les risques liés à la hausse de l'inflation.

1.4.2. Tests de perte de valeur

Le Groupe n'a pas constaté au 30 juin 2022 de perte de valeur significative sur les immobilisations corporelles, incorporelles, les droits d'utilisation ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence malgré les effets négatifs sur le chiffre d'affaires des restrictions de mobilité en Chine.

Du fait de la guerre en Ukraine, le Groupe a comptabilisé une dépréciation de ses titres mis en équivalence, d'un montant de 0,8 million d'euros.

1.4.3. Traitement des réductions de loyers IFRS 16 dans le contexte de l'épidémie de Covid-19

Dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19, le Groupe a négocié avec ses concédants des réductions de loyers fixes ou minimums garantis sans contrepartie ni modification des autres termes du contrat.

Le Groupe a comptabilisé la baisse de la dette locative consécutive à ces réductions dans la marge opérationnelle pour les réductions obtenues en 2022 et n'allant pas au-delà du 30 juin 2022 ou celles relatives à des contrats prévoyant des clauses de force majeure. L'extinction de la dette comptabilisée en résultat est retraitée dans les flux opérationnels du tableau de flux de trésorerie sur la ligne gains et pertes sur contrats de location. Pour les réductions couvrant une période allant au-delà du 30 juin 2022 et non couvertes par des clauses de force majeure contractuelles, elles ont été comptabilisées en modification de contrat.

1.4.4. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables et autres différences temporelles.

1.4.5. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2022 est de 3,45 % pour le Royaume-Uni (contre 1,90 % au 31 décembre 2021) et de 3,10 % pour la zone Euro (contre 0,90 % au 31 décembre 2021). Le taux d'actualisation moyen des provisions pour démontage est de 1,41 % (contre 0,85 % au 31 décembre 2021) et le taux d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, pour le principal engagement du Groupe, est de 0,57 % (contre 0,0 % au 31 décembre 2021).

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2022 sont les suivantes :

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

En juin 2022, JCDecaux Middle East FZ LLC a acquis 5,4 % de participations ne donnant pas le contrôle dans la société JCDecaux Dicon FZCO aux Emirats Arabes Unis. Cette société qui était déjà consolidée en intégration globale est désormais détenue à 80,4%.

2.2. Effets des acquisitions

Le Groupe n'a procédé à aucune prise de contrôle sur le premier semestre 2022.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Pour mesurer la performance opérationnelle du Groupe et éclairer les dirigeants sur leur prise de décision en cohérence avec les données historiques, l'information sectorielle est ajustée de :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle,
- L'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules (contrats « non core business ») : les redevances fixes des contrats « core business » entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 sont maintenues en déduction dans la marge opérationnelle dans l'information sectorielle, et ce sur la base d'une reconnaissance des remises sur leur exercice de rattachement.

Ces deux ajustements sont conformes aux principes suivis dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO).

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16 (reconnaissance d'une dette locative et d'un droit d'usage au titre des redevances fixes et minimums garantis) et dont les effets au compte de résultat (amortissement du droit d'usage et actualisation de la dette locative) viennent remplacer la charge de loyer.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

3.1.1. Sur le premier semestre 2022

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2022 se présente comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	789,4	459,0	226,4	1 474,8
Marge opérationnelle	151,1	22,6	9,9	183,6
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	23,4	-14,5	-23,8	-14,9
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	62,6	50,5	9,3	122,4

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 320,0 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 154,8 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de 3,0 millions d'euros : 0,4 million d'euros en Mobilier Urbain, 3,4 millions d'euros en Transport et -0,8 million d'euros en Affichage.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS s'analyse comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 474,8	-106,9	0,0	1 367,8
Marge opérationnelle	183,6	-21,3	387,6	549,9
Résultat d'exploitation	-14,9	-11,8	50,3	23,6
Investissements corporels et incorporels nets	122,4	0,8	0,0	123,2

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +26,6 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -24,1 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -106,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -113,5 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,5 millions d'euros de part non éliminée sous

IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 367,8 millions d'euros.

L'impact de +387,6 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances et la comptabilisation des rabais post-clôture, des contrats core business des sociétés contrôlées.

L'impact de +50,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +387,6 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -344,7 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +7,5 millions d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -4,7 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +4,6 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

3.1.2. Sur le premier semestre 2021

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2021 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	561,6	338,4	182,4	1 082,3
Marge opérationnelle	49,6	-10,0	-8,2	31,4
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	-83,8	-45,0	-34,6	-163,5
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	55,9	2,8	1,0	59,8

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 937,0 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 145,3 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette de provisions pour perte à terminaison relatives aux tests de perte de valeur des années précédentes de 3,5 millions d'euros : 0,6 million d'euros en Mobilier Urbain, 2,9 millions d'euros en Transport.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ^{(3) (4)}	Données IFRS Retraité ⁽⁴⁾
Chiffre d'affaires	1 082,3	-87,9	0,0	994,4
Marge opérationnelle	31,4	-16,0	406,2	421,6
Résultat d'exploitation	-163,5	-6,3	56,2	-113,6
Investissements corporels et incorporels nets	59,8	-1,5	0,0	58,4

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +25,3 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -23,0 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

(4) Impact de l'application du second amendement à la norme IFRS 16. Voir paragraphe 1.3. « Retraitement des comptes au 30 juin 2021 lié à l'application du second amendement à la norme IFRS 16 " Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 " ».

L'impact de -87,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -92,3 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +4,4 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 994,4 millions d'euros.

L'impact de +406,2 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances et la comptabilisation des rabais post-clôture, des contrats core business des sociétés contrôlées. L'impact de +56,2 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +406,2 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -367,5 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +17,9 millions d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -5,2 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +4,8 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

3.2. Information par zone géographique

3.2.1. Sur le premier semestre 2022

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2022 s'analyse comme suit :

Rapport d'activité 1^{er} semestre 2022

Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2022

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	448,5	317,4	278,5	170,8	143,4	116,2	1 474,8

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

3.2.2. Sur le premier semestre 2021

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2021 s'analyse comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	307,6	317,1	225,5	102,9	80,7	48,6	1 082,3

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

3.3. Autres informations

3.3.1. Sur le premier semestre 2022

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2022 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	79,3	9,2	313,6	402,1
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-1,4	8,2	-32,3	-25,6
Investissements corporels et incorporels nets	-122,4	-0,8	0,0	-123,2
Cash-Flow Disponible	-43,1	8,4	313,6	278,9

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

3.3.2. Sur le premier semestre 2021

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2021 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	-3,4	-0,6	317,0	312,9
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	71,0	-0,2	33,5	104,3
Investissements corporels et incorporels nets	-59,8	1,5	0,0	-58,4
Cash-Flow Disponible	-63,2	0,8	317,0	254,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles s'élèvent à 649,9 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2022 contre 514,4 millions d'euros au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 135,5 millions d'euros. Cette hausse est principalement liée à des droits d'entrée sur de nouveaux contrats.

4.2. Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation s'élèvent à 2 949,4 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2022 contre 2 964,8 millions d'euros au 31 décembre 2021, soit une diminution de 15,4 millions d'euros. La baisse liée principalement à la charge d'amortissement du premier semestre et aux renégociations de contrats, est en partie compensée par des nouveaux contrats et renouvellements et l'effet de change.

4.3. Clients et autres débiteurs

La diminution des créances clients et autres débiteurs au 30 juin 2022 de 12,0 millions d'euros est principalement liée aux flux liés à l'activité pour -31,8 millions d'euros, ainsi qu'aux flux de change pour 20,1 millions d'euros.

Le Groupe a réalisé au 30 juin 2022 une cession ponctuelle sans recours de créances commerciales pour un encours de 158,8 millions d'euros dans 6 pays. Les créances clients cédées sont sorties de l'actif au 30 juin 2022

en application des dispositions d'IFRS 9 et la quasi-totalité des risques et avantages associés aux créances cédées étant transférés aux banques.

4.4. Capitaux propres

Au 30 juin 2022, en l'absence d'émission de nouvelles actions sur le premier semestre 2022, le capital est inchangé par rapport au 31 décembre 2021.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options au cours du premier semestre 2022.

Le Groupe détient 210 468 actions propres au 30 juin 2022.

L'Assemblée Générale du 11 mai 2022 a décidé l'absence de versement d'un dividende pour chacune des 212 902 810 actions composant le capital social au 31 décembre 2021.

4.5. Provisions et passifs éventuels

Les provisions s'élèvent à 493,4 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 462,1 millions d'euros au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 31,3 millions d'euros.

Concernant les passifs éventuels, le 12 avril 2022, le Groupe a reçu de l'Autorité de la concurrence une "Notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la publicité extérieure en France" et a présenté ses observations dans le délai de 2 mois imparti. Une fois que l'Autorité de la Concurrence les aura analysées, cette dernière produira un rapport que le Groupe aura de nouveau deux mois pour commenter avant que le collège de l'Autorité de la Concurrence ne soit saisi. Le Groupe continuera à coopérer avec l'Autorité et à lui fournir toutes les explications nécessaires pour dissiper ses interrogations.

4.6. Dette Financière

En millions d'euros		30/06/2022			31/12/2021		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	1 125,5	1 859,4	2 985,0	336,9	2 116,7	2 453,6
Instruments financiers dérivés actifs		-1,2	0,0	-1,2	-0,6	0,0	-0,6
Instruments financiers dérivés passifs		3,9	0,0	4,0	4,9	0,0	4,9
Instruments financiers dérivés de couverture	(2)	2,7	0,0	2,8	4,3	0,0	4,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		1 978,6	0,0	1 978,6	1 493,8	0,0	1 493,8
Concours bancaires		-13,9	0,0	-13,9	-6,4	0,0	-6,4
Trésorerie nette	(3)	1 964,7	0,0	1 964,7	1 487,4	0,0	1 487,4
Actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	46,2	0,0	46,2	46,0	0,0	46,0
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-882,6	1 859,5	976,9	-1 192,2	2 116,7	924,5

(*) Au 30 juin 2022, le Groupe dispose de 1 978,6 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie contre 1 493,8 millions d'euros au 31 décembre 2021. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts en compte courant, de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 4,5 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2022, contre 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2021.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2022 sont constitués de 46,2 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 46,0 millions d'euros au 31 décembre 2021). Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur de la dette financière du fait du coût amorti est le suivant (retraitement IFRS 9) :

En millions d'euros		30/06/2022			31/12/2021		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	1 125,5	1 859,4	2 985,0	336,9	2 116,7	2 453,6
Impact du coût amorti (Revalorisation IFRS 9)	(2)	1,1	4,3	5,4	0,6	-1,0	-0,4
Dette financière économique	(3)=(1)+(2)	1 126,7	1 863,7	2 990,4	337,5	2 115,7	2 453,2

Au 30 juin 2022, la dette financière du Groupe comprend principalement la dette portée par JCDecaux SA avec :

- des emprunts obligataires pour un total de 2 449,8 millions d'euros :
 - o 750 millions d'euros émis en 2016 à échéance juin 2023
 - o 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance octobre 2024
 - o 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance avril 2028

- 500,0 millions d'euros émis en 2022 à échéance février 2030
- un emprunt bancaire de 150 millions d'euros mis en place en 2020 à échéance avril 2025
- des billets de trésorerie pour 221,5 millions d'euros émis dans le cadre du programme de *Negotiable European Commercial Paper* (NEU CP) de JCDecaux SA d'un montant maximum de 750 millions d'euros.

Au 30 juin 2022, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (*swingline*). La maturité de cette ligne a été étendue au 30 juin 2026 suite à l'exercice d'une deuxième option d'extension à effet juillet 2021.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros imposent le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

JCDecaux SA est notée « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective négative par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 31 mars 2022, et celle de Standard and Poor's du 6 décembre 2021).

4.7. Dettes locatives

Les dettes locatives s'élèvent à 3 684,8 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 3 655,8 millions d'euros au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 29,1 millions d'euros. La hausse, principalement liée aux nouveaux contrats et renouvellements et un effet de change positif, est compensée en partie par les remboursements intervenus sur le semestre ainsi que les fins de contrats et les réductions de loyers fixes et minimums garantis obtenues dans le contexte de la Covid-19.

4.8. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 1 367,8 millions d'euros sur le premier semestre 2022 comparativement à 994,4 millions d'euros sur le premier semestre 2021, soit une hausse de 37,6 %.

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 1 221,8 millions d'euros sur le premier semestre 2022 (contre 854,2 millions d'euros sur le premier semestre 2021) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 146,0 millions d'euros sur le premier semestre 2022 (contre 140,2 millions d'euros sur le premier semestre 2021).

4.9. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2022, le résultat d'exploitation s'élève à 23,6 millions d'euros contre -113,6 millions d'euros sur le premier semestre 2021. Cette amélioration de 137,2 millions d'euros est principalement liée à l'amélioration de 128,3 millions d'euros de la marge opérationnelle en lien avec la reprise d'activité.

4.10. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2022, le résultat financier s'élève à -68,9 millions d'euros contre -64,6 millions d'euros sur le premier semestre 2021. Cette dégradation de 4,3 millions d'euros provient principalement de la hausse des intérêts financiers nets à la suite de l'émission en février 2022 d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance février 2030.

4.11. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2022, le Groupe enregistre un produit d'impôt de 32,7 millions d'euros, principalement lié à une reprise de provision d'impôts différés, contre un produit de 32,3 millions d'euros sur le premier semestre 2021. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill, prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires ressort à 74,1 % sur le premier semestre 2022 contre 18,3 % sur le premier semestre 2021.

4.12. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2022, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à -2,5 millions d'euros contre -12,1 millions d'euros sur le premier semestre 2021, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 9,6 millions d'euros sur le premier semestre 2022 contre 5,5 millions d'euros sur le premier semestre 2021. Une perte de valeur des coentreprises est constatée sur le premier semestre 2022 pour -0,8 million d'euros.

5. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

L'évolution significative des engagements hors bilan au 30 juin 2022 par rapport au 31 décembre 2021 s'explique par les engagements donnés sur de nouveaux contrats de l'ordre de 0,9 milliard d'euros.

6. SAISONNALITÉ

Hors effet Covid-19, l'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. Au regard des incidences de l'épidémie sur le résultat opérationnel du premier semestre et de son évolution à venir incertaine les résultats intermédiaires au 30 juin 2022 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2022.

7. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2022, l'évolution des relations avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2021 s'explique par les engagements donnés et dettes au bénéfice de co-entreprises sur de nouveaux contrats de l'ordre de 1,1 milliard d'euros.

8. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

<p>KPMG Audit Département de KPMG S.A</p>	<p>ERNST & YOUNG et Autres</p>
<p>Tour Eqho 2, avenue Gambetta CS 60055 92066 Paris-La Défense cedex S.A. au capital de € 5 497 100 775 726 417 R.C.S. Nanterre</p>	<p>Tour First TSA 14444 92037 Paris-La Défense cedex S.A.S. à capital variable 438 476 913 R.C.S. Nanterre</p>
<p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre</p>	<p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre</p>

JCDecaux SA

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 « Retraitement des comptes au 30 juin 2021 lié à l'application du second amendement à la norme IFRS 16 « Allègements de loyers liés à la COVID-19 au-delà du 30 juin 2021 » » des annexes aux comptes consolidés semestriels résumés qui expose les incidences sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2021 de l'application de cet amendement.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Paris-La Défense, le 27 juillet 2022

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Grégoire Menou

Aymeric de La Morandière